

soumettre. Le rythme des arrivées d'immigrants indépendants destinés à la main-d'œuvre est fortement influencé par le caractère saisonnier du marché canadien du travail. Il dépend des conseillers à l'Immigration nommés à l'étranger, du nouveau système de sélection des immigrants et des délais impartis pour l'obtention du visa d'immigrant. Ces mêmes facteurs déterminent aussi la région de destination au Canada, bien qu'une fois débarqué, l'immigrant jouisse évidemment d'une entière liberté de mouvement. C'est à nos centres de recrutement au Canada qu'incombe la responsabilité de placer les nouveaux immigrants, de les envoyer dans des régions où ils trouveront de meilleures possibilités d'emploi, de les initier à la langue, de leur assurer toute autre formation qui leur serait nécessaire et de leur accorder l'assistance financière indispensable pendant les premiers temps.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE VIETNAM—  
LES CONSEILS DU MINISTRE DES TRANSPORTS À DES ÉTUDIANTS TORONTOIS

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, j'ai essayé de soulever, il y a près d'un mois, la question dont je parlerai ce soir. Il s'agit d'une dépêche de la Presse canadienne, parue dans le *Sun* de Vancouver, le 4 novembre. L'article, intitulé «Les ventes d'armes aux États-Unis payent la note dans les universités», dit ce qui suit:

M. Paul Hellyer, ministre des Transports, a conseillé vendredi à 300 étudiants de l'Université de Toronto «de prendre garde de ne pas devenir de grands moralistes» à propos de la guerre du Vietnam.

L'ancien ministre libéral de la Défense nationale a répondu à un étudiant qu'une partie de sa formation universitaire était payée grâce à la vente de produits canadiens, armes comprises, aux États-Unis.

L'étudiant avait dit que les ventes de matériel de guerre aux États-Unis, pour un total de 300 millions de dollars par an, constituaient «un crime contre l'humanité».

Je voudrais savoir si le ministre parlait au nom du gouvernement lorsqu'il a averti ces étudiants de ne pas moraliser au sujet de la guerre du Vietnam, tout en les informant qu'une partie de leurs frais de scolarité universitaire était acquittée au moyen de la vente de biens canadiens, y compris des armes, aux États-Unis. J'aimerais esquisser brièvement un exposé de la question. Le 6 novembre dernier, le *Telegram* de Toronto a publié, de New York, l'article spécial que voici:

Discrètement mais sans relâche, le Canada accroît son aide aux États-Unis dans la guerre du Vietnam, quoique son gouvernement s'oppose officiellement au conflit.

Aux yeux des observateurs diplomatiques, cela pourrait nuire à l'effort déterminé du Canada en

tant que pacificateur dans cette guerre; il fait partie, avec l'Inde et la Pologne, de la Commission internationale de contrôle chargée de surveiller toute trêve qui pourrait se produire au Vietnam.

Selon un porte-parole du ministère des Affaires extérieures, à Ottawa, l'expédition des armes n'a pas pris des proportions telles que le gouvernement devrait reviser sa politique.

Il faudrait, a-t-il ajouté, étudier de nouveau la politique si les contrats de défense accordés au Canada par les États-Unis nous échappaient complètement.

Donc, un porte-parole du ministère des Affaires extérieures exprime son inquiétude à propos de l'accroissement des contrats d'armements exécutés par le Canada. Selon lui, il faudra reviser notre politique si les contrats de défense nous échappent complètement. Quand on sait que l'an dernier un seul contrat de défense a été adjugé à la Corporation commerciale canadienne, à Ottawa, l'acheteur officiel qui distribue ensuite les contrats aux diverses entreprises canadiennes, on constate que la situation est bien différente cette année. Le *Telegram* ne donne pas beaucoup de détails sur le nombre de contrats que le Canada a obtenus cette année des États-Unis. Si mes calculs sont bons, ils représenteraient une somme de \$264,529,831.

• (10.10 p.m.)

Ces étudiants, je le répète, sont dans une situation désagréable. Comme le porte-parole du ministère des Affaires extérieures, ils s'inquiètent et se préoccupent de l'accroissement des ventes d'armes canadiennes pour le Vietnam. Hier, le *Star* de Montréal nous informait que les avions américains ont, jusqu'ici, largué plus de bombes sur le Vietnam qu'on en a laissé tomber sur l'Europe pendant toute la seconde guerre mondiale. Vu la situation, la préoccupation des étudiants est justifiée. Si le gouvernement leur dit, d'une part qu'ils ne devraient pas envisager cette question de façon trop morale et, d'autre part, que leur éducation est financée en partie par les ventes d'armes aux États-Unis, leur situation est fort étrange. A mon avis, on ne devrait pas les mettre dans une telle situation.

Le gouvernement devrait maintenant agir pour supprimer ce commerce sanglant—et c'est à dessein que j'emploie l'adjectif «sanglant»—qui détruit la vie même de la population vietnamienne. Il faudrait agir des maintenant pour que l'esprit et les mains de nos étudiants ne soient pas souillés. Si les ventes d'armes aux États-Unis contribuent vraiment à payer leurs études, nous devrions les laisser libres de protester au sujet de cette question qui préoccupe chacun d'entre nous tous comme le ministère des Affaires extérieures; ces étudiants devraient être libres de protester sans qu'un porte-parole du gouvernement,